

2020

INDEX

des Notes d'information
sur la jurisprudence de la Cour



Index de la jurisprudence de la Cour résumée
dans les Notes d'information en 2020

Cour européenne des droits de l'homme

La Note d'information contient les résumés d'affaires dont le greffe de la Cour a indiqué qu'elles présentaient un intérêt particulier. Les résumés sont rédigés par des juristes, sous l'autorité du juriconsulte, et ne lient pas la Cour. Ils sont en principe rédigés dans la langue de l'affaire concernée. Les traductions des résumés vers l'autre langue officielle de la Cour sont accessibles directement à partir de la Note d'information, au moyen d'hyperliens pointant vers la base de données HUDOC qui est alimentée au fur et à mesure de la réception des traductions.

Un index annuel récapitule les arrêts et décisions résumés dans les Notes d'information, présentés par articles de la Convention et mots-clés pertinents. Afin de rendre plus performant l'accès à l'information contenue dans celles-ci, un index cumulatif mensuel est édité et mis en ligne régulièrement, si possible à chaque parution de la note.

Les versions électroniques des Notes d'information et des index peuvent être téléchargées à l'adresse www.echr.coe.int/NoteInformation/fr. Les résumés juridiques publiés dans les Notes d'information sont aussi disponibles dans la base de données HUDOC sous le filtre et les liens « Résumés juridiques ».

Disponible gratuitement, la base de données HUDOC (<http://hudoc.echr.coe.int/fre>) donne accès à la jurisprudence de la Cour (arrêts et décisions de Grande Chambre, de chambre et de comité, affaires communiquées, avis consultatifs et résumés juridiques extraits de la Note d'information sur la jurisprudence), ainsi qu'à celle de l'ancienne Commission européenne des droits de l'homme (décisions et rapports) et aux résolutions du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Cour européenne des droits de l'homme
Conseil de l'Europe
67075 Strasbourg Cedex
France
Tél: +33 (0)3 88 41 20 18 / Fax: +33 (0)3 88 41 27 30
publishing@echr.coe.int
www.echr.coe.int
https://twitter.com/ECHR_CEDH
Fils RSS

Photo: Conseil de l'Europe
Couverture: vue intérieure du Palais des droits de l'homme (architectes: Richard Rogers Partnership et Atelier Claude Bucher)

© Conseil de l'Europe / Cour européenne des droits de l'homme, 2021

Table des matières

LISTE DES AFFAIRES PAR ARTICLE DE LA CONVENTION ET MOTS-CLÉS PERTINENTS

ARTICLE 1

Juridiction des États.....	7
----------------------------	---

ARTICLE 2

Vie.....	7
Recours à la force.....	7
Obligations positives (volet matériel).....	7
Enquête effective.....	8
Obligations positives (volet procédural).....	8
Expulsion.....	8

ARTICLE 3

Traitement inhumain et dégradant.....	9
Traitement inhumain.....	9
Traitement dégradant.....	9
Obligations positives (volet matériel).....	9
Enquête effective.....	9
Obligations positives (volet procédural).....	10
Expulsion.....	10

ARTICLE 4

Obligations positives Enquête effective.....	10
--	----

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Privation de liberté.....	10
Arrestation ou détention régulières.....	11
Voies légales.....	11

Article 5 § 1 c)

Raisons plausibles de soupçonner.....	11
---------------------------------------	----

Article 5 § 1 f)

Extradition.....	11
------------------	----

Article 5 § 3

Caractère raisonnable de la détention provisoire.....	12
---	----

Article 5 § 4

Introduire un recours Contrôle de la légalité de la détention.....	12
Contrôle à bref délai.....	12

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Droits et obligations de caractère civil.....	12
Accès à un tribunal.....	12
Procès équitable.....	13

Article 6 § 1 (pénal)	
Accusation en matière pénale	13
Audience publique.....	13
Procès équitable	13
Délai raisonnable	13
Tribunal impartial	14
Tribunal établi par la loi.....	14
Article 6 § 1 (administratif)	
Procès équitable	14
Tribunal indépendant et impartial.....	14
Article 6 § 1 (constitutionnel)	
Tribunal impartial	14
Article 6 § 1 (disciplinaire)	
Accès à un tribunal	14
Article 6 § 1 (exécution)	
Droits et obligations de caractère civil	15
Article 6 § 2	
Présomption d'innocence	15
Article 6 § 3 d)	
Interrogation des témoins	15
ARTICLE 7	
<i>Nullum crimen sine lege</i>	15
Peine plus forte	15
Rétroactivité.....	16
ARTICLE 8	
Respect de la vie privée et familiale.....	16
Respect de la vie privée	16
Respect de la vie familiale.....	18
Respect du domicile.....	19
Respect de la correspondance.....	19
Obligations positives.....	19
Expulsion.....	20
ARTICLE 9	
Liberté de conscience	21
Liberté de religion	21
Changer de religion ou de conviction.....	21
Manifester sa religion ou sa conviction.....	21
Obligations positives.....	22
ARTICLE 10	
Liberté d'expression	22
Liberté de recevoir des informations.....	23
Liberté de communiquer des informations	24
ARTICLE 11	
Liberté de réunion pacifique.....	25
Liberté d'association	25
ARTICLE 13	
Recours effectif.....	26

ARTICLE 14	
	Discrimination (article 2)..... 26
	Discrimination (article 3)..... 27
	Discrimination (article 8)..... 27
	Discrimination (article 9)..... 27
	Discrimination (article 11) 27
	Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)..... 27
	Discrimination (article 2 du Protocole n° 1)..... 27
	Discrimination (article 3 du Protocole n° 1)..... 27
	Obligations positives..... 28
ARTICLE 15	
	Dérogation en cas d'état d'urgence 28
ARTICLE 17	
	Interdiction de l'abus de droit..... 28
ARTICLE 18	
	Restrictions dans un but non prévu 28
ARTICLE 33	
	Requête interétatique..... 29
ARTICLE 34	
	Victime 29
ARTICLE 35	
Article 35 § 1	
	Épuisement des voies de recours internes..... 29
	Recours interne effectif – Albanie..... 30
	Recours interne effectif – Portugal..... 30
	Recours interne effectif – Russie 30
Article 35 § 2 b)	
	Requête déjà soumise à une autre instance internationale 30
ARTICLE 41	
	Satisfaction équitable 31
ARTICLE 46	
	Arrêt pilote – Mesures générales 31
	Exécution de l'arrêt..... 31
	Exécution de l'arrêt – Mesures générales 31
ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1	
	Biens 31
	Respect des biens Obligations positives 31
	Réglementer l'usage des biens 31
ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 1	
	Droit à l'instruction 32
	Respect des convictions religieuses des parents..... 32
ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1	
	Libre expression de l'opinion du peuple..... 32
	Se porter candidat aux élections..... 32
ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4	
	Interdiction des expulsions collectives d'étrangers 32

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 7	
Garanties procédurales en cas d'expulsion d'étrangers	33
ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 7	
Droit à un double degré de juridiction en matière pénale.....	33
ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7	
Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois.....	33
ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12	
Interdiction générale de la discrimination.....	33
PROTOCOLE N° 16	
Avis consultatifs	34

LISTE DES AFFAIRES PAR ARTICLE DE LA CONVENTION ET MOTS-CLÉS PERTINENTS

ARTICLE 1

Jurisdiction des États

Refus de visas sollicités depuis une ambassade dans un État non membre sur le fondement d'un risque de mauvais traitements : *absence de juridiction*

M.N. et autres c. Belgique (déc.) [GC], 3599/18, 5.5.2020 Décision | Résumé juridique

ARTICLE 2

Vie

Décès par intoxication au monoxyde de carbone à la suite du mauvais raccordement d'une chaudière à gaz, malgré l'avertissement d'une société gazière : *non violation*

Vardosanidze c. Géorgie, 43881/10, 7.5.2020 Arrêt | Résumé juridique

L'Azerbaïdjan « approuve » des infractions commises dans un cadre privé par l'un de ses agents, sans y « adhérer » ni « s'y associer » de manière claire et non équivoque : *non-violation*

Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan et Hongrie, 17247/13, 26.5.2020 Arrêt | Résumé juridique

Défaut de prévenir le suicide commis de façon inhabituelle par un détenu vulnérable laissé dans une cellule de police sans surveillance durant quarante minutes : *violation*

S.F. c. Suisse, 23405/16, 30.6.2020 Arrêt | Résumé juridique

Recours à la force

Usage excessif de la force létale pendant une opération anti-émeute menée en prison de manière non contrôlée et non systématique : *violation*

Kukhalashvili et autres c. Géorgie, 8938/07 et 41897/07, 2.4.2020 Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives (volet matériel)

Décès par intoxication au monoxyde de carbone à la suite du mauvais raccordement d'une chaudière à gaz, malgré l'avertissement d'une société gazière : *non violation*

Vardosanidze c. Géorgie, 43881/10, 7.5.2020 Arrêt | Résumé juridique

L'Azerbaïdjan « approuve » des infractions commises dans un cadre privé par l'un de ses agents, sans y « adhérer » ni « s'y associer » de manière claire et non équivoque : *non-violation*

Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan et Hongrie, 17247/13, 26.5.2020 Arrêt | Résumé juridique

Malgré quelques retards et omissions, les autorités ont déployé des efforts suffisants eu égard au comportement obstructionniste des témoins placés sous protection : *non-violation*

A et B c. Roumanie, 48442/16, 2.6.2020 Arrêt | Résumé juridique

Défaut de prévenir le suicide commis de façon inhabituelle par un détenu vulnérable laissé dans une cellule de police sans surveillance durant quarante minutes : *violation*

S.F. c. Suisse, 23405/16, 30.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Défaut de saisie préventive du pistolet d'un étudiant ayant ensuite commis une tuerie dans son école, alors que ses publications antérieures sur Internet, bien que dépourvues de menaces spécifiques, jetaient un doute sur son aptitude à posséder une arme à feu en toute sécurité : *violation*

Kotilainen et autres c. Finlande, 62439/12, 17.9.2020Arrêt | Résumé juridique

Enquête effective

Défaut d'établir les causes du déracinement de l'arbre à l'origine d'un accident de la route mortel et l'existence d'une éventuelle négligence des autorités : *violation*

Marius Alexandru et Marinela Ștefan c. Roumanie, 78643/11, 24.3.2020Arrêt | Résumé juridique

Défaut d'enquête effective sur des allégations de refus de la part de personnel soignant d'administrer à une personne diabétique en situation de précarité son traitement habituel par insuline : *violation*

Aftanache c. Roumanie, 999/19, 26.5.2020Arrêt | Résumé juridique

Refus de poursuites après le suicide commis de façon inhabituelle par un détenu vulnérable laissé dans une cellule de police sans surveillance : *violation*

S.F. c. Suisse, 23405/16, 30.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Manquement des autorités à réagir avec la diligence requise dans la conduite d'une enquête approfondie sur une attaque à l'acide contre une femme : *violation*

Tërshana c. Albanie, 48756/14, 4.8.2020Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives (volet procédural)

Manquement à l'obligation d'enquêter sur l'explosion d'une grenade dans un quartier résidentiel ayant causé de graves blessures : *violation*

Vovk et Bogdanov c. Russie, 15613/10, 11.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Les autorités azerbaïdjanaises renoncent, sans justifier leur décision, à faire exécuter la condamnation à une peine de prison qui avait été prononcée à l'étranger pour crime de haine motivé par l'origine ethnique contre l'un de ses agents et décident, au retour de l'intéressé, de le gracier, de le promouvoir et de lui octroyer des avantages : *violation*

Absence de manquement des autorités hongroises à leur obligation de veiller à ce qu'un ressortissant azerbaïdjanais continue à purger sa peine de prison dans son pays d'origine : *non-violation*

Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan et Hongrie, 17247/13, 26.5.2020Arrêt | Résumé juridique

Expulsion

Absence de garanties effectives contre un refoulement vers la Chine de musulmans ouïghours risquant une détention arbitraire, des mauvais traitements, voire la mort : *l'expulsion emporterait violation*

M.A. et autres c. Bulgarie, 5115/18, 20.2.2020Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 3

Traitement inhumain et dégradant

Condamnés à perpétuité automatiquement soumis, pendant les dix premières années de leur peine, à un régime strict impliquant isolement, exercice en plein air limité et absence d'activité motivante : *violation*

N.T. c. Russie, 14727/11, 2.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Traitement inhumain

Jeunes mineurs isolés placés en rétention administrative, rattachés arbitrairement à un adulte tiers et renvoyés sans précaution vers un État tiers : *violations*

Moustahi c. France, 9347/14, 25.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Traitement dégradant

Mauvaises conditions de détention compensées par une remise de peine explicite et mesurable ayant entraîné la libération des requérants : *irrecevable*

Dîrjan et Ştefan c. Roumanie (déc.), 14224/15 et 50977/15, 15.4.2020 Décision | Résumé juridique

Demandeurs d'asile vivant dans la rue pendant plusieurs mois sans moyens à cause des lenteurs administratives les empêchant d'accéder aux conditions d'accueil prévues par le droit : *violation ; non-violation*

N.H. et autres c. France, 28820/13, 2.7.2020.....Arrêt | Résumé juridique

Comportement abusif des forces de l'ordre, motivé par une haine homophobe et/ou transphobe, dans le cadre d'une perquisition menée dans les locaux d'une ONG luttant pour la défense des droits des LGBT : *violation*

Aghdgomelashvili et Japaridze c. Géorgie, 7224/11, 8.10.2020Arrêt | Résumé juridique

Brutalités policières contre des participants à un rassemblement pacifique sur la place Bolotnaya : *violation*

Zakharov et Varzhabetyan c. Russie, 35880/14 et 75926/17, 13.10.2020Arrêt | Résumé juridique

Absence de but légitime justifiant des fouilles à nu répétées et aléatoires imposées à un détenu lors des visites reçues et refus de lui accorder réparation du préjudice moral subi : *violation*

Roth c. Allemagne, 6780/18 et 30776/18, 22.10.2020Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives (volet matériel)

Défaut de mesures nécessaires et appropriées de l'État pour protéger une enfant des maltraitances de ses parents ayant abouti à son décès : *violation*

Association Innocence en Danger et Association Enfance et Partage c. France, 15343/15 et 16806/15, 4.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Jeunes mineurs isolés placés en rétention administrative, rattachés arbitrairement à un adulte tiers et renvoyés sans précaution vers un État tiers : *violations*

Moustahi c. France, 9347/14, 25.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Enquête effective

Manquement des autorités à aborder l'enquête pénale sous l'angle de la violence conjugale : *violation*

Buturugă c. Roumanie, 56867/15, 11.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Absence d'enquête effective suite à des brutalités policières contre des participants à un rassemblement pacifique sur la place Bolotnaya : *violation*

Zakharov et Varzhabetyan c. Russie, 35880/14 et 75926/17, 13.10.2020Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives (volet procédural)

Manquement des autorités à aborder l'enquête pénale sous l'angle de la violence conjugale : *violation*

Buturugă c. Roumanie, 56867/15, 11.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Système judiciaire inefficace vu l'impossibilité pour le frère de la victime d'un meurtre de prétendre à une indemnisation du préjudice moral subi : *violation*

Vanyo Todorov c. Bulgarie, 31434/15, 21.7.2020Arrêt | Résumé juridique

Expulsion

Absence de garanties effectives contre un refoulement vers la Chine de musulmans ouïghours risquant une détention arbitraire, des mauvais traitements, voire la mort : *l'expulsion emporterait violation*

M.A. et autres c. Bulgarie, 5115/18, 20.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Jeunes mineurs isolés placés en rétention administrative, rattachés arbitrairement à un adulte tiers et renvoyés sans précaution vers un État tiers : *violations*

Moustahi c. France, 9347/14, 25.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Refus des garde-frontières d'enregistrer des demandes d'asile et renvoi sommaire vers un État tiers associé à un risque de refoulement vers le pays d'origine et de mauvais traitements au sein de celui-ci : *violation*

M.K. et autres c. Pologne, 40503/17 et al., 23.7.2020 Arrêt | Legal summary

Examen insuffisant des risques qu'un homosexuel subisse en Gambie des mauvais traitements aux mains d'acteurs non étatiques, ainsi que des protections disponibles à cet égard : *l'expulsion emporterait violation*

B et C c. Suisse, 889/19 et 43987/16, 17.11.2020Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 4

Obligations positives | Enquête effective

Lacunes importantes dans la réponse procédurale apportée par les autorités internes à un grief défendable de traite d'êtres humains et de prostitution forcée étayé par un commencement de preuve : *violation*

S.M. c. Croatie [GC], 60561/14, 25.6.2020Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Privation de liberté

Confinement forcé, arbitraire et illégal, pendant six heures, dans un hôpital : *violation*

Aftanache c. Roumanie, 999/19, 26.5.2020Arrêt | Résumé juridique

Jeunes mineurs isolés placés en rétention administrative *de facto* par rattachement arbitraire à un adulte tiers aux fins d'un refoulement contraire au droit interne : *violation*

Moustahi c. France, 9347/14, 25.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Arrestation ou détention régulières

Confinement forcé, arbitraire et illégal, pendant six heures, dans un hôpital : *violation*

Aftanache c. Roumanie, 999/19, 26.5.2020Arrêt | Résumé juridique

Jeunes mineurs isolés placés en rétention administrative *de facto* par rattachement arbitraire à un adulte tiers aux fins d'un refoulement contraire au droit interne : *violation*

Moustahi c. France, 9347/14, 25.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Détention pour motifs de sûreté après acquittement, dans l'éventualité de son renversement en appel, sans justification suffisante : *violation*

I.S. c. Suisse, 60202/15, 6.10.2020Arrêt | Résumé juridique

Voies légales

Détention provisoire d'un juge par une extension déraisonnable de la notion de flagrant délit : *violation*

Baş c. Turquie, 66448/17, 3.3.2020Arrêt | Résumé juridique

Article 5 § 1 c)

Raisons plausibles de soupçonner

Degré minimum de « plausibilité » des soupçons non atteint au vu de la qualité des requérants, de la chronologie des événements, des investigations entreprises et de la conduite des autorités : *violation*

Ibrahimov et Mammadov c. Azerbaïdjan, 63571/16, 13.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Détention fondée sur le simple soupçon d'appartenance à une organisation illégale, sans aucun élément à charge concret : *violation*

Baş c. Turquie, 66448/17, 3.3.2020Arrêt | Résumé juridique

Longue détention de journalistes/éditeurs par assimilation déraisonnable de leur ligne éditoriale relevant de la liberté de la presse à de la propagande en faveur d'organisations terroristes : *violation*

Sabuncu et autres c. Turquie, 23199/17, 10.11.2020Arrêt | Résumé juridique

Article 5 § 1 f)

Extradition

Manque de diligence des autorités dans l'examen de la recevabilité de l'extradition du requérant vers son pays d'origine malgré le statut de réfugié qui lui avait été accordé par un autre État membre de l'UE : *violation*

Shikhsaitov c. Slovaquie, 56751/16 et 33762/17, 10.12.2020Arrêt | Résumé juridique

Article 5 § 3

Caractère raisonnable de la détention provisoire

Absence d'incidence sur le caractère justifié du placement en détention provisoire du requérant de la loi limitant les pouvoirs des tribunaux en matière de libération de personnes soupçonnées de terrorisme : *non-violation*

Grubnyk c. Ukraine, 58444/15, 17.9.2020Arrêt | Résumé juridique

Article 5 § 4

Introduire un recours | Contrôle de la légalité de la détention

Jeunes mineurs placés *de facto* en rétention administrative pendant plusieurs heures par rattachement arbitraire à un adulte tiers, ne laissant pas de possibilité de recours effective : *violation*

Moustahi c. France, 9347/14, 25.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Contrôle à bref délai

Absence de comparution devant un juge pendant la durée de l'enquête d'environ un an et deux mois, en étant détenu sans faire l'objet d'une inculpation : *violation*

Baş c. Turquie, 66448/17, 3.3.2020Arrêt | Résumé juridique

Lenteur du transfert d'une demande de libération dans un autre ressort territorial à des fins de regroupement et interdiction injustifiée d'introduire une nouvelle demande avant deux mois : *violations*

Dimo Dimov et autres c. Bulgarie, 30044/10, 7.7.2020Arrêt | Résumé juridique

Délais de sept à seize mois justifiés par l'engorgement exceptionnel de la Cour constitutionnelle après l'instauration de l'état d'urgence : *non-violation*

Sabuncu et autres c. Turquie, 23199/17, 10.11.2020Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Droits et obligations de caractère civil

Refus, fondé sur des motifs procédurax, de rouvrir une procédure civile après un arrêt de la Cour européenne ayant conclu à la violation de la Convention : *irrecevable*

Munteanu c. Roumanie (déc.), 54640/13, 11.2.2020 Décision | Résumé juridique

Griefs relatifs à la procédure de recours extraordinaire au président de la République (Italie) dans sa version « juridictionnalisée » (recours introduits depuis 2010) : *article 6 applicable*

Mediani c. Italie (déc.), 11036/14, 8.9.2020 Décision | Résumé juridique

Accès à un tribunal

Impossibilité pour la procureure principale de contester effectivement sa révocation précoce : *violation*

Kövesi c. Roumanie, 3594/19, 5.5.2020Arrêt | Résumé juridique

Procès équitable

Point de départ du délai de prescription d'une action en indemnisation à partir de la consolidation de la maladie dans le cadre d'une maladie évolutive : *non-violation*

[Sanofi Pasteur c. France, 25137/16, 13.2.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Griefs relatifs à la procédure de recours extraordinaire au président de la République (Italie) dans sa version « juridictionnalisée » (recours introduits depuis 2010) : *irrecevable*

[Mediani c. Italie \(déc.\), 11036/14, 8.9.2020](#)..... Décision | Résumé juridique

Contrôle juridictionnel inadéquat du licenciement d'un employé d'un institut public, en vertu d'un décret-loi d'état d'urgence, pour ses liens présumés avec une organisation terroriste : *violation*

[Pişkin c. Turquie, 33399/18, 15.12.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 1 (pénal)

Accusation en matière pénale

Caractère non pénal, malgré l'absence de plafond légal pour ce genre de sanction, d'une amende de 6 200 EUR, non convertible en une peine d'emprisonnement, infligée à des avocats pour non-comparution à une audience : *irrecevable*

[Gestur Jónsson et Ragnar Halldór Hall c. Islande \[GC\], 68273/14 and 68271/14, 22.12.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Audience publique

Procès pour viol intégralement tenu à huis clos afin de protéger la victime, alors que celle-ci avait accordé des interviews aux médias sur l'affaire : *non-violation*

[Mraović c. Croatie, 30373/13, 14.5.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Procès équitable

Affaire renvoyée à plusieurs reprises devant les juridictions de première instance, jusqu'à obtention d'un constat de culpabilité à l'issue du cinquième examen : *violation*

[Tempel c. République tchèque, 44151/12, 25.6.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Refus d'exclure des preuves obtenues par provocation policière directe et indirecte dans une affaire de trafic de stupéfiants : *violation*

[Akbay et autres c. Allemagne, 40495/15 et al., 15.10.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Admission d'une preuve obtenue au moyen de mauvais traitements infligés à un tiers par des particuliers, sans participation ni assentiment d'agents de l'État : *violation*

[Ćwik c. Pologne, 31454/10, 5.11.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Garanties procédurales insuffisantes concernant la participation à un procès de jurés titulaires d'une habilitation de sécurité émanant du même organe d'enquête que le requérant : *violation*

[Danilov c. Russie, 88/05, 1.12.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Délai raisonnable

Deux procédures pénales non consécutives considérées comme distinctes aux fins de l'appréciation de la durée, l'incertitude ayant été levée pour l'accusé malgré l'absence de notification de l'abandon de la première procédure : *irrecevable*

[Gröning c. Allemagne \(déc.\), 71591/17, 20.10.2020](#)..... Décision | Résumé juridique

Tribunal impartial

Même magistrat siégeant au sein de formations de deux juges dans deux procédures connexes dirigées contre le requérant : *non-violation*

[Alexandru Marian Iancu c. Roumanie, 60858/15, 4.2.2020.....Arrêt | Résumé juridique](#)

Garanties procédurales insuffisantes concernant la participation à un procès de jurés titulaires d'une habilitation de sécurité émanant du même organe d'enquête que le requérant : *violation*

[Danilov c. Russie, 88/05, 1.12.2020.....Arrêt | Résumé juridique](#)

Tribunal établi par la loi

Participation d'une juge dont la nomination avait été viciée par une influence injustifiée de l'exécutif en l'absence de contrôle juridictionnel et de redressement effectifs : *violation*

[Guðmundur Andri Ástráðsson c. Islande \[GC\], 26374/18, 1.12.2020.....Arrêt | Résumé juridique](#)

Article 6 § 1 (administratif)

Procès équitable

Dettes fiscales éteintes par l'effet rétroactif d'une jurisprudence et ensuite rétablies, toujours en cours du litige et aux fins de la sécurité juridique, par une loi rétroactive mais prévisible : *non-violation*

[Vegotex International S.A. c. Belgique, 49812/09, 10.11.2020.....Arrêt | Résumé juridique](#)

Tribunal indépendant et impartial

Contrôle judiciaire suffisant des sanctions imposées à l'issue d'une procédure défaillante par une autorité administrative exerçant consécutivement des fonctions d'enquête et de jugement : *non-violation*

[Edizioni Del Roma Società Cooperativa A.R.L et Edizioni Del Roma S.R.L. c. Italie, 68954/13 et 70495/13, 10.12.2020Arrêt | Résumé juridique](#)

Article 6 § 1 (constitutionnel)

Tribunal impartial

Présence du juge ayant rendu la décision d'irrecevabilité, dans la composition du comité de trois juges du Tribunal constitutionnel traitant du recours en opposition contre celle-ci : *non-violation*

[Dos Santos Calado et autres c. Portugal, 55997/14 et al., 31.3.2020Arrêt | Résumé juridique](#)

Article 6 § 1 (disciplinaire)

Accès à un tribunal

Impossibilité de contester la suspension automatique des fonctions et salaire d'un juge pendant la durée d'examen de son recours contre son exclusion de la magistrature : *violation*

[Camelia Bogdan c. Roumanie, 36889/18, 20.10.2020.....Arrêt | Résumé juridique](#)

Article 6 § 1 (exécution)

Droits et obligations de caractère civil

Non-exécution d'une décision judiciaire portant sur des refus de visas par l'administration :
article 6 non applicable

M.N. et autres c. Belgique (déc.) [GC], 3599/18, 5.5.2020 Décision | Résumé juridique

Article 6 § 2

Présomption d'innocence

Condamnation d'un ressortissant azerbaïdjanais, qui n'avait pas été mis en examen et qui n'avait été informé de l'enquête pénale dont il avait fait l'objet qu'une fois celle-ci terminée, à verser une réparation à l'issue d'une procédure civile dans le cadre de laquelle il avait été reconnu coupable d'« infraction pénale » : *article 6 applicable ; violation*

Farzaliyev c. Azerbaïdjan, 29620/07, 28.5.2020 Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 3 d)

Interrogation des témoins

Condamnation après un second procès devant un nouveau juge, fondée dans une mesure déterminante sur les dépositions de témoins absents ayant été confrontés au requérant avant le premier procès, au cours duquel l'un d'entre eux avait été contre-interrogé :
violation

Chernika c. Ukraine, 53791/11, 12.3.2020 Arrêt | Résumé juridique

Défaut d'examen sérieux par le juge interne d'une demande tendant au contre-interrogatoire d'experts malgré la pertinence cruciale de leurs déclarations : *violation*

Danilov c. Russie, 88/05, 1.12.2020 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 7

Nullum crimen sine lege

Utilisation de la technique de « législation par référence » pour la définition d'une infraction et critères à appliquer pour comparer la loi pénale telle qu'elle était en vigueur au moment de la commission de l'infraction et la loi pénale telle que modifiée

Avis consultatif demandé par la Cour Constitutionnelle arménienne [GC],
P16-2019-001, 29.5.2020 Avis | Résumé juridique

Existence d'un précédent jurisprudentiel rendant prévisible une condamnation pénale :
non-violation

Baldassi et autres c. France, 15271/16, 11.6.2020 Arrêt | Résumé juridique

Peine plus forte

Loi nouvelle ouvrant la possibilité d'une peine plus clémentaire sous certaines conditions, jugées non remplies par le tribunal ayant prononcé la condamnation : *non-violation*

Jidic c. Roumanie, 45776/16, 18.2.2020 Arrêt | Résumé juridique

Rétroactivité

Utilisation de la technique de « législation par référence » pour la définition d'une infraction et critères à appliquer pour comparer la loi pénale telle qu'elle était en vigueur au moment de la commission de l'infraction et la loi pénale telle que modifiée

Avis consultatif demandé par la Cour Constitutionnelle arménienne [GC],
P16-2019-001, 29.5.2020 [Avis](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 8

Respect de la vie privée et familiale

Expulsion, sans proposition de relogement, de Roms vivant illégalement dans un camp depuis six mois et examen tardif après l'évacuation de la proportionnalité de la mesure : *violation*

[Hirtu et autres c. France, 24720/13, 14.5.2020](#) [Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Contestation d'une interdiction de contact imposée de manière prévisible dans le cadre d'une affaire d'abus sexuels perpétrés sur une femme handicapée mentale, mère de l'enfant du requérant : *irrecevable*

[Evers c. Allemagne, 17895/14, 28.5.2020](#) [Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Refus des juridictions internes d'examiner le bien-fondé de la demande d'exhumation de la dépouille du conjoint de la requérante en vue de sa réinhumation en un lieu différent : *violation*

[Dražković c. Monténégro, 40597/17, 9.6.2020](#) [Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Carences du processus décisionnel privant une étrangère en difficulté de contact avec son bébé mis sous tutelle à sa demande puis adopté, six ans plus tard, malgré son opposition : *violation*

[Omorefe c. Espagne, 69339/16, 23.6.2020](#) [Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Déchéance de la nationalité de l'État défendeur, en considération d'une condamnation antérieure pour une infraction à caractère terroriste commise plus de dix ans auparavant : *non-violation*

[Ghoumid et autres c. France, 52273/16 et al., 25.6.2020](#) [Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Absence de base légale propre à justifier une restriction du droit d'un détenu de recevoir des magazines et journaux socio-politiques et d'y souscrire un abonnement : *violation*

[Mirgadirov c. Azerbaïdjan et Turquie, 62775/14, 17.9.2020](#) [Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Respect de la vie privée

Obligation légale pour les opérateurs de téléphonie mobile de recueillir des données personnelles des utilisateurs de cartes SIM prépayées et de les tenir à la disposition des autorités : *non-violation*

[Breyer c. Allemagne, 50001/12, 30.1.2020](#) [Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Descente d'une unité spéciale de police au domicile des requérants au petit matin aux fins d'une perquisition concernant des délits économiques, sans garanties adéquates contre les abus : *violation*

[Vinks et Ribicka c. Lettonie, 28926/10, 30.1.2020](#) [Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Passivité alléguée des autorités face à la pollution de l'air par un établissement industriel avoisinant, sans précision du contenu des émissions ou de leur impact individuel concret : *irrecevable*

[Çiçek et autres c. Turquie \(déc.\), 44837/07, 4.2.2020](#)..... Décision | Résumé juridique

Sentence arbitrale entraînant une suspension d'activité à titre disciplinaire dans le domaine du sport professionnel, avec des garanties institutionnelles et procédurales suffisantes : *irrecevable*

[Platini c. Suisse \(déc.\), 526/18, 11.2.2020](#)..... Décision | Résumé juridique

Caractère disproportionné de la conservation, sans limitation de durée et sans possibilité de réexamen de la situation, du profil ADN, des empreintes digitales et de la photographie d'une personne reconnue coupable d'une infraction mineure : *violation*

[Gaughran c. Royaume-Uni, 45245/15, 13.2.2020](#)..... Arrêt | Résumé juridique

Annulation de diplômes d'État de fin d'études de médecine pour des irrégularités administratives lors de la procédure d'inscription en première année : *violation*

[Convertito et autres c. Roumanie, 30547/14, 3.3.2020](#)..... Arrêt | Résumé juridique

Insuffisance alléguée des mesures prises pour garantir à des membres de la communauté rom l'accès à l'eau potable et à l'assainissement : *non-violation*

[Hudorovič et autres c. Slovaquie, 24816/14 et 25140/14, 10.3.2020](#)..... Arrêt | Résumé juridique

Garanties et prévisibilité insuffisantes des règles de droit interne encadrant les prélèvements buccaux d'ADN dans le cadre des enquêtes pénales : *violation*

[Dragan Petrović c. Serbie, 75229/10, 14.4.2020](#)..... Arrêt | Résumé juridique

Obstruction prolongée à la régularisation d'un apatride : *violation*

[Sudita Keita c. Hongrie, 42321/15, 12.5.2020](#)..... Arrêt | Résumé juridique

Présence non nécessaire de données médicales sensibles sur une attestation destinée à être produite dans diverses situations : *violation*

[P.T. c. République de Moldova, 1122/12, 26.5.2020](#)..... Arrêt | Résumé juridique

Conservation pendant cinq ans des photographies, du signalement et des empreintes digitales et palmaires d'un récidiviste subordonnée à des garanties et à un contrôle individualisé : *non-violation*

[P.N. c. Allemagne, 74440/17, 11.6.2020](#)..... Arrêt | Résumé juridique

Délai de prescription s'opposant au test de l'ADN d'un homme décédé et au réexamen d'une décision définitive ayant fait droit à son action en désaveu de paternité à l'insu du requérant et alors que les tests ADN n'existaient pas : *violation*

[Boljević c. Serbie, 47443/14, 16.6.2020](#)..... Arrêt | Résumé juridique

Refus injustifié d'accorder à un transsexuel sa réassignation du sexe sur le registre d'état civil malgré son physique et son identité sociale et familiale modifiés depuis longtemps : *violation*

[Y.T. c. Bulgarie, 41701/16, 9.7.2020](#)..... Arrêt | Résumé juridique

Obligation d'emprunter la voie de l'adoption pour la reconnaissance du lien de filiation avec leur mère génétique des enfants nés par gestation pour autrui : *non-violation*

[D c. France, 11288/18, 16.7.2020](#)..... Arrêt | Résumé juridique

Intrusion injustifiée d'un policier de sexe masculin dans les toilettes alors que la requérante s'y trouvait dévêtue : *violation*

[Yunusova et Yunusov c. Azerbaïdjan \(n° 2\), 68817/14, 16.7.2020](#)..... Arrêt | Résumé juridique

Refus de permis de séjour opposé à un étranger résidant illégalement dans l'État d'accueil depuis son enfance, informé de la précarité de son statut d'immigré et devenu récidiviste à l'âge adulte : *non-violation*

[Pormes c. Pays-Bas, 25402/14, 28.7.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Choix inapproprié d'une procédure rectificative d'urgence, plutôt qu'une action indemnitaire, pour un grief complexe d'atteinte à la réputation : *irrecevable*

[Gülen c. Turquie \(déc.\), 38197/16 et al., 8.9.2020](#) Décision | Résumé juridique

Huis clos refusé, dans une affaire de corruption visant un maire, pour l'examen d'une demande de libération pour raison de santé : *violation*

[Frâncu c. Roumanie, 69356/13, 13.10.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Refus d'engager des poursuites pour des propos censément diffamatoires visant le fils décédé du requérant, un particulier qui ne s'était pas exposé à l'attention du public : *qualité de victime reconnue*

[Jakovljević c. Serbie \(déc.\), 5158/12, 13.10.2020](#) Décision | Résumé juridique

Rejet d'une action en contestation de paternité au motif de l'intérêt de l'enfant, reconnu par l'époux de sa mère, sans garanties suffisantes pour le père biologique allégué : *violation*

[Koychev c. Bulgarie, 32495/15, 13.10.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Rejet de l'action en dédommagement des auteurs d'un rapport public contre un député pour un discours prétendument injurieux : *non-violation*

[Kaboğlu et Oran c. Turquie \(n° 2\), 36944/07, 20.10.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Caractère insuffisant des mesures prises pour remédier aux nuisances sonores et autres provenant du commissariat situé sous le domicile du requérant : *violation*

[Yevgeniy Dmitriyev c. Russie, 17840/06, 1.12.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Raisons solides justifiant l'expulsion pour cinq ans, d'un adulte étranger né en Suisse, suite à sa condamnation pénale, en application d'une loi prévoyant l'expulsion obligatoire : *non-violation*

[M.M. c. Suisse, 59006/18, 8.12.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Contrôle juridictionnel inadéquat du licenciement d'un employé d'un institut public, en vertu d'un décret-loi d'état d'urgence, pour ses liens présumés avec une organisation terroriste : *violation*

[Pişkin c. Turquie, 33399/18, 15.12.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Licenciement injustifié d'un professeur d'origine serbe au motif qu'il ne s'exprimait pas en croate standard et qu'il était considéré comme incapable de s'adapter, étant proche de la retraite : *violation*

[Mile Novaković c. Croatie, 73544/14, 17.12.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Caractère disproportionné et arbitraire de la déchéance de sa nationalité imposée au requérant au motif qu'à l'époque où il avait demandé celle-ci, dix ans auparavant, il avait omis de fournir certaines informations sur ses frères et sœurs : *violation*

[Usmanov c. Russie, 43936/18, 22.12.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Respect de la vie familiale

Défaut temporaire, pour un prisonnier, de possibilité de communiquer en ligne avec sa famille : *irrecevable*

[Ciupercescu c. Roumanie \(n° 3\), 41995/14 et 50276/15, 7.1.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Interventions politiques et errements processuels pour empêcher le retour judiciairement ordonné d'une enfant illicitement retenue par son autre parent dans l'État défendeur : *violation*

Rinau c. Lituanie, 10926/09, 14.1.2020Arrêt | Résumé juridique

Restriction du droit de visite fondée sur la santé mentale du requérant sans évaluation de l'impact de celle-ci sur les aptitudes parentales de l'intéressé ou sur la sécurité de l'enfant : *violation*

Cînta c. Roumanie, 3891/19, 18.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Mère toxicomane sous traitement déchue de manière disproportionnée de l'autorité parentale sur ses enfants, qui n'étaient ni négligés ni en danger, les deux plus jeunes ayant été confiés à l'assistance publique : *violation*

Y.I. c. Russie, 68868/14, 25.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Refus de réunir, avec leur père venu à leur rencontre, deux enfants en bas âge placés en rétention administrative *de facto* par rattachement arbitraire à un tiers : *violation*

Moustahi c. France, 9347/14, 25.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Retrait de son autorité parentale à un père naturel séparé de manière volontaire et prolongée de son enfant, lequel s'est dès son plus jeune âge intégré dans la nouvelle famille de sa mère : *non-violation*

Ilya Lyapin c. Russie, 70879/11, 30.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Respect du domicile

Caractère insuffisant des mesures prises pour remédier aux nuisances sonores et autres provenant du commissariat situé sous le domicile du requérant : *violation*

Yevgeniy Dmitriyev c. Russie, 17840/06, 1.12.2020Arrêt | Résumé juridique

Respect de la correspondance

Absence d'examen sur le fond de la plainte pour cyberviolence étroitement liée à la plainte pour violences conjugales : *violation*

Buturugă c. Roumanie, 56867/15, 11.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Absence de base légale propre à justifier une restriction du droit d'un détenu de recevoir des magazines et journaux socio-politiques et d'y souscrire un abonnement : *violation*

Mirgadirov c. Azerbaïdjan et Turquie, 62775/14, 17.9.2020Arrêt | Résumé juridique

Caractère insuffisant du cadre juridique et des garanties mises en place pour protéger les données relevant du secret professionnel des avocats dans le cadre de la saisie d'un smartphone et de recherches dans la copie de son contenu : *violation*

Saber c. Norvège, 459/18, 17.12.2020Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives

Interventions politiques et errements processuels pour empêcher le retour judiciairement ordonné d'une enfant illicitement retenue par son autre parent dans l'État défendeur : *violation*

Rinau c. Lituanie, 10926/09, 14.1.2020Arrêt | Résumé juridique

Absence d'examen sur le fond de la plainte pour cyberviolence étroitement liée à la plainte pour violences conjugales : *violation*

Buturugă c. Roumanie, 56867/15, 11.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Insuffisance alléguée des mesures prises pour garantir à des membres de la communauté rom l'accès à l'eau potable et à l'assainissement : *non-violation*
[Hudorovič et autres c. Slovénie, 24816/14 et 25140/14, 10.3.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Obstruction prolongée à la régularisation d'un apatride : *violation*
[Sudita Keita c. Hongrie, 42321/15, 12.5.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Refus des juridictions internes d'examiner le bien-fondé de la demande d'exhumation de la dépouille du conjoint de la requérante en vue de sa réinhumation en un lieu différent : *violation*
[Drašković c. Monténégro, 40597/17, 9.6.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Délai de prescription s'opposant au test de l'ADN d'un homme décédé et au réexamen d'une décision définitive ayant fait droit à son action en désaveu de paternité à l'insu du requérant et alors que les tests ADN n'existaient pas : *violation*
[Boljević c. Serbie, 47443/14, 16.6.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Rejet d'une action en contestation de paternité au motif de l'intérêt de l'enfant, reconnu par l'époux de sa mère, sans garanties suffisantes pour le père biologique allégué : *violation*
[Koychev c. Bulgarie, 32495/15, 13.10.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Rejet de l'action en dédommagement des auteurs d'un rapport public contre un député pour un discours prétendument injurieux : *non-violation*
[Kaboğlu et Oran c. Turquie \(n° 2\), 36944/07, 20.10.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Possibilité que des procédures civiles et d'autres mesures puissent offrir à des femmes ayant subi une symphysiotomie une réparation adéquate, compte tenu du laps de temps écoulé : *irrecevable*
[K.O'S. c. Irlande, 61836/17 \(déc.\), 10.11.2020](#)..... Décision | Résumé juridique
[W.M. c. Irlande, 61872/17 \(déc.\), 10.11.2020](#)..... Décision | Résumé juridique
[L.F. c. Irlande, 62007/17 \(déc.\), 10.11.2020](#)..... Décision | Résumé juridique

Expulsion

Refus de réunir, avec leur père venu à leur rencontre, deux enfants en bas âge placés en rétention administrative *de facto* par rattachement arbitraire à un tiers : *violation*
[Moustahi c. France, 9347/14, 25.6.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Refus de permis de séjour opposé à un étranger résidant illégalement dans l'État d'accueil depuis son enfance, informé de la précarité de son statut d'immigré et devenu récidiviste à l'âge adulte : *non-violation*
[Pormes c. Pays-Bas, 25402/14, 28.7.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Raisons solides justifiant l'expulsion pour cinq ans, d'un adulte étranger né en Suisse, suite à sa condamnation pénale, en application d'une loi prévoyant l'expulsion obligatoire : *non-violation*
[M.M. c. Suisse, 59006/18, 8.12.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 9

Liberté de conscience

Rejet d'une demande de remplacement du service militaire obligatoire par son alternative civile pour défaut de preuves suffisantes de l'authenticité de l'objection de conscience du requérant : *non-violation*

Dyagilev c. Russie, 49972/16, 10.3.2020 Arrêt | Résumé juridique

Liberté de religion

Sage-femme non embauchée en raison de son refus, pour des raisons religieuses, de prendre part à des avortements : *irrecevable*

Grimmark c. Suède (déc.), 43726/17, 11.2.2020 Décision | Résumé juridique

Avertissement infligé à un détenu musulman ayant accompli des rites religieux pendant la nuit, en violation du règlement pénitentiaire : *violation*

Korostelev c. Russie, 29290/10, 12.5.2020 Arrêt | Résumé juridique

Mesures adéquates des autorités pénitentiaires dans l'exécution d'un jugement reconnaissant le droit à des prisonniers de religion juive de manger des repas casher : *non-violation*

Erlich et Kastro c. Roumanie, 23735/16, 9.6.2020 Arrêt | Résumé juridique

Refus d'exonérer une organisation religieuse de l'impôt sur des importations régulières d'articles religieux n'ayant pas fondamentalement porté atteinte à son activité : *irrecevable*

Christian Religious Organization of Jehovah's Witnesses c. Arménie (déc.), 73601/14, 29.9.2020 Décision | Résumé juridique

Absence d'effets sur un jeune élève d'une courte cérémonie religieuse organisée à titre exceptionnel, sans but prosélyte, dans une école municipale, à laquelle l'enfant a simplement assisté : *non-violation*

Perovy c. Russie, 47429/09, 20.10.2020 Arrêt | Résumé juridique

Changer de religion ou de conviction

Prisonniers devant prouver, par un document provenant du nouveau culte, leur conversion religieuse durant la détention pour recevoir des repas conformes à leur culte : *violation*

Neagu c. Roumanie, 21969/15, 10.11.2020 Arrêt | Résumé juridique

Saran c. Roumanie, 65993/16, 10.11.2020 Arrêt | Résumé juridique

Manifester sa religion ou sa conviction

Présence sur un certificat de naissance d'une mention révélant la décision des parents de ne pas faire baptiser leur enfant : *violation*

Stavropoulos et autres c. Grèce, 52484/18, 25.6.2020 Arrêt | Résumé juridique

Refus de rectifier le dossier pénitentiaire mentionnant automatiquement une religion autre que celle du détenu : *irrecevable*

Mariş c. Roumanie (déc.), 58208/14, 29.9.2020 Décision | Résumé juridique

Obligations positives

Mesures adéquates des autorités pénitentiaires dans l'exécution d'un jugement reconnaissant le droit à des prisonniers de religion juive de manger des repas casher : *non-violation*

[Erlich et Kastro c. Roumanie, 23735/16, 9.6.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Prisonniers devant prouver, par un document provenant du nouveau culte, leur conversion religieuse durant la détention pour recevoir des repas conformes à leur culte : *violation*

[Neagu c. Roumanie, 21969/15, 10.11.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

[Saran c. Roumanie, 65993/16, 10.11.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 10

Liberté d'expression

Base juridique insuffisamment prévisible pour une amende infligée à un parti politique ayant mis à la disposition des électeurs une application mobile de partage anonyme de photographies de leur bulletin de vote : *violation*

[Magyar Kétfarkú Kutya Párt c. Hongrie \[GC\], 201/17, 20.1.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Condamnation pénale d'un homme d'affaires pour discours de haine contre des groupes ethniques, assortie d'une amende et d'une interdiction d'exercer pendant deux ans des activités en lien avec le journalisme ou l'édition : *non-violation*

[Atamanchuk c. Russie, 4493/11, 11.2.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Ouverture grossièrement arbitraire de poursuites pénales pour trafic de stupéfiants en représailles de formes d'expression politique : *violation*

[Ibrahimov et Mammadov c. Azerbaïdjan, 63571/16, 13.2.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Fonctionnalité limitée du site web culturel du requérant en raison de la rétention inutilement prolongée de son serveur informatique dans le cadre d'une procédure pénale contre des tiers : *violation*

[Pendov c. Bulgarie, 44229/11, 26.3.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Interdiction légale pour les présentateurs de journaux d'exprimer une « opinion » appliquée de manière imprévisible à une entreprise de télévision qui avait qualifié un parti politique de parti « d'extrême droite » : *violation*

[ATV Zrt c. Hongrie, 61178/14, 28.4.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Révocation précoce de la procureure principale à la suite de critiques qu'elle avait formulées contre des réformes législatives : *violation*

[Kövesi c. Roumanie, 3594/19, 5.5.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Absence de garanties relativement à la décision de retirer à des journalistes l'accréditation qui leur permettait d'entrer au Parlement, au motif qu'ils avaient interviewé et filmé des parlementaires en dehors des zones prévues à cet effet : *violation*

[Mándli et autres c. Hongrie, 63164/16, 26.5.2020](#).....Arrêt | Résumé juridique

Action militante en faveur du boycott des produits en provenance d'Israël pénalement réprimée comme discriminatoire, sans motifs pertinents et suffisants : *violation*

[Baldassi et autres c. France, 15271/16, 11.6.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

- Avocat temporairement interdit d'exercice pour avoir lancé publiquement des accusations de violences policières, puis radié pour avoir fait dans une salle d'audience des remarques irrespectueuses concernant un juge alors qu'il représentait Ilgar Mammadov : *violation*
 Bagirov c. Azerbaïdjan, 81024/12 et 28198/15, 25.6.2020.....Arrêt | Résumé juridique
- Condamnation pour diffamation à raison d'accusations de subornation de témoin formulées contre un tiers par un accusé au cours de son procès : *violation*
 Miljević c. Croatie, 68317/13, 25.6.2020Arrêt | Résumé juridique
- Titre d'expert judiciaire refusé à un candidat en raison de son blog et de ses critiques contre les autorités publiques, alors qu'il avait réussi l'examen : *violation*
 Cimperšek c. Slovénie, 58512/16, 30.6.2020.....Arrêt | Résumé juridique
- Accusations de corruption contre des membres du Parlement formulées par une femme politique qui estimait cette fonction incompatible avec la profession d'avocat : *violation*
 Monica Macovei c. Roumanie, 53028/14, 28.7.2020.....Arrêt | Résumé juridique
- Injonction de divulguer l'identité d'un revendeur de drogue, faite à une journaliste à la suite d'un reportage sur celui-ci et sans pesée des intérêts *in concreto* : *violation*
 Jecker c. Suisse, 35449/14, 6.10.2020Arrêt | Résumé juridique
- Pouvoir illimité d'émettre des avertissements, des mises en garde et des ordonnances conféré au parquet par une loi « anti-extrémisme » ne répondant pas aux exigences de prévisibilité et n'offrant pas les garanties requises : *violation*
 Karastelev et autres c. Russie, 16435/10, 6.10.2020.....Arrêt | Résumé juridique
- Poursuites pénales, infructueuses mais longues, contre les auteurs d'un rapport public promouvant les droits des minorités: *violation*
 Kaboğlu et Oran c. Turquie (n° 2), 36944/07, 20.10.2020Arrêt | Résumé juridique
- Journaliste condamné à une peine de prison avec sursis, au mépris des standards de la Convention, pour avoir qualifié un directeur de lycée de « néonazi » en réponse aux opinions exprimées publiquement par celui-ci : *violation*
 Balaskas c. Grèce, 73087/17, 5.11.2020.....Arrêt | Résumé juridique
- Longue détention de journalistes/éditeurs par assimilation déraisonnable de leur ligne éditoriale à de la propagande en faveur d'organisations terroristes : *violation*
 Sabuncu et autres c. Turquie, 23199/17, 10.11.2020Arrêt | Résumé juridique
- Juste équilibre ménagé dans le cas de sanctions pour infraction au code de déontologie infligées à un juge dont les allégations non fondées avaient mis en cause l'intégrité morale et professionnelle d'une collègue : *non-violation*
 Panioglu c. Roumanie, 33794/14, 8.12.2020.....Arrêt | Résumé juridique
- Levée imprévisible de l'immunité d'un député et détention provisoire de celui-ci basée sur des accusations de terrorisme liées à des discours politiques : *violation*
 Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2) [GC], 14305/17, 22.12.2020.....Arrêt | Résumé juridique

Liberté de recevoir des informations

- Caractère non essentiel pour l'exercice des droits tenant à la liberté d'expression d'une décision de rejet par les tribunaux de demandes non motivées formées par les requérants pour accéder à des dossiers d'enquêtes pénales concernant des tiers avec lesquels ils n'avaient aucun lien : *non-violation*
 Studio Monitori et autres c. Géorgie, 44920/09 et 8942/10, 30.1.2020.....Arrêt | Résumé juridique

Refus de donner à une ONG l'accès à des articles de doctrine versés au dossier et invoqués par la Cour constitutionnelle, accès jugé non déterminant pour l'exercice du droit à la liberté d'expression : *irrecevable*

[Centre for Democracy and the Rule of Law c. Ukraine \(déc.\), 75865/11, 3.3.2020](#) Décision | Résumé juridique

Refus de communiquer à une ONG les informations relatives au parcours académique et professionnel qui figuraient sur les CV de candidats aux élections législatives : *violation*

[Centre for Democracy and the Rule of Law c. Ukraine, 10090/16, 26.3.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Blocage de la totalité d'un site web en raison de la présence de contenu interdit et maintien du blocage en dépit de la suppression du contenu en question : *violation*

[Bulgakov c. Russie, 20159/15, 23.6.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Propriétaire d'un site web contraint, pour éviter le blocage de la totalité de son site, de retirer des informations arbitrairement interdites par les juridictions internes concernant des outils de contournement de filtres : *violation*

[Engels c. Russie, 61919/16, 23.6.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Blocage généralisé non justifié de l'accès à des médias d'opposition en ligne, en dépit de l'obligation faite aux autorités d'indiquer précisément le contenu litigieux : *violation*

[OOO Flavius et autres c. Russie, 12468/15 et al., 23.6.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Site Internet bloqué automatiquement en conséquence de la décision de bloquer un autre site ayant la même adresse IP : *violation*

[Vladimir Kharitonov c. Russie, 10795/14, 23.6.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Retrait d'une accréditation de recherche dans des archives suite au non-respect par le journaliste de la vie privée des tiers : *non-violation*

[Gafiuc c. Roumanie, 59174/13, 13.10.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Liberté de communiquer des informations

Base juridique insuffisamment prévisible pour une amende infligée à un parti politique ayant mis à la disposition des électeurs une application mobile de partage anonyme de photographies de leur bulletin de vote : *violation*

[Magyar Kétfarkú Kutya Párt c. Hongrie \[GC\], 201/17, 20.1.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Caractère non essentiel pour l'exercice des droits tenant à la liberté d'expression d'une décision de rejet par les tribunaux de demandes non motivées formées par les requérants pour accéder à des dossiers d'enquêtes pénales concernant des tiers avec lesquels ils n'avaient aucun lien : *non-violation*

[Studio Monitori et autres c. Géorgie, 44920/09 et 8942/10, 30.1.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Refus de donner à une ONG l'accès à des articles de doctrine versés au dossier et invoqués par la Cour constitutionnelle, accès jugé non déterminant pour l'exercice du droit à la liberté d'expression : *irrecevable*

[Centre for Democracy and the Rule of Law c. Ukraine \(déc.\), 75865/11, 3.3.2020](#) Décision | Résumé juridique

Refus de communiquer à une ONG les informations relatives au parcours académique et professionnel qui figuraient sur les CV de candidats aux élections législatives : *violation*

[Centre for Democracy and the Rule of Law c. Ukraine, 10090/16, 26.3.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Blocage de la totalité d'un site web en raison de la présence de contenu interdit et maintien du blocage en dépit de la suppression du contenu en question : *violation*

[Bulgakov c. Russie, 20159/15, 23.6.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Propriétaire d'un site web contraint, pour éviter le blocage de la totalité de son site, de retirer des informations arbitrairement interdites par les juridictions internes concernant des outils de contournement de filtres : *violation*

[Engels c. Russie, 61919/16, 23.6.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Blocage généralisé non justifié de l'accès à des médias d'opposition en ligne, en dépit de l'obligation faite aux autorités d'indiquer précisément le contenu litigieux : *violation*

[OOO Flavus et autres c. Russie, 12468/15 et al., 23.6.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Site Internet bloqué automatiquement en conséquence de la décision de bloquer un autre site ayant la même adresse IP : *violation*

[Vladimir Kharitonov c. Russie, 10795/14, 23.6.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Retrait d'une accréditation de recherche dans des archives suite au non-respect par le journaliste de la vie privée des tiers : *non-violation*

[Gafiuc c. Roumanie, 59174/13, 13.10.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 11

Liberté de réunion pacifique

Poursuites et condamnations arbitraires de partisans de l'opposition qui avaient pris part à un mouvement de protestation : *violation*

[Jhangiryan c. Arménie, 44841/08 et 63701/09, 8.10.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

[Smbat Ayvazyan c. Arménie, 49021/08, 8.10.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Brutalités policières contre des participants à un rassemblement pacifique sur la place Bolotnaya : *violation*

[Zakharov et Varzhabyan c. Russie, 35880/14 et 75926/17, 13.10.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Manquement des forces de l'ordre à l'obligation positive de garantir la tenue paisible d'une manifestation LGBTI, perturbée par des contre-manifestants : *violation*

[Berkman c. Russie, 46712/15, 1.12.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Liberté d'association

Refus d'inscrire, sur la liste des partis politiques, un parti se voulant continuateur du parti communiste dissous en 1989 pour son régime totalitaire : *non-violation*

[Ignatencu et Parti communiste roumain c. Roumanie, 78635/13, 5.5.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Poursuites pénales non nécessaires pour avoir tenté de former un parti politique sur une base religieuse : *violation*

[Yordanovi c. Bulgarie, 11157/11, 3.9.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

Dissolution d'une association d'extrême droite à caractère paramilitaire à la suite des violences et troubles à l'ordre public commis par ses membres : *non-violation*

[Ayoub et autres c. France, 77400/14 et al., 8.10.2020](#)Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 13

Recours effectif

Attitudes discriminatoires compromettant l'effectivité des recours pour l'application du droit interne : *violation*

Beizaras et Levickas c. Lituanie, 41288/15, 14.1.2020Arrêt | Résumé juridique

Recours préventif inefficace en pratique pour faire cesser les mauvaises conditions de détention liées à la surpopulation dans les prisons : *violation*

J.M.B. et autres c. France, 9671/15, 30.1.2020Arrêt | Résumé juridique

Défauts systémiques privant d'effectivité le recours offert par les juridictions constitutionnelles pour les griefs de durée de procédure : *violation*

Marshall et autres c. Malte, 79177/16, 11.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Défaut d'épuisement d'un nouveau recours permettant de remédier aux inexécutions prolongées de décisions définitives accordant des indemnités pour des biens expropriés à l'époque du régime communiste : *irrecevable*

Beshiri et autres c. Albanie (déc.), 29026/06, 17.3.2020 Décision | Résumé juridique

Nécessité non déraisonnable de caractériser une faute lourde pour pouvoir engager la responsabilité de l'État du fait du fonctionnement défectueux du service de la justice : *non-violation*

Association Innocence en Danger et Association Enfance et Partage c. France, 15343/15 et 16806/15, 4.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Recours contre une expulsion rendus inefficaces par sa rapidité d'exécution : *violation*

Absence de nécessité d'un recours suspensif contre les simples modalités pratiques d'une mesure d'expulsion, un recours indemnitaire suffisant : *non-violation*

Moustahi c. France, 9347/14, 25.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Absence d'un recours effectif permettant de contester le résultat des élections et de demander un recomptage des voix : *violation*

Mugemangango c. Belgique [GC], 310/15, 10.7.2020Arrêt | Résumé juridique

Refus d'accorder réparation du dommage moral résultant des fouilles à nu répétées et aléatoires imposées à un détenu lors des visites reçues en prison : *violation*

Roth c. Allemagne, 6780/18 et 30776/18, 22.10.2020Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 14

Discrimination (article 2)

Défaut d'exécution par l'Azerbaïdjan d'une peine de prison pour crime de haine contre des victimes arméniennes qui avait été prononcée à l'étranger contre l'un de ses agents, lequel, à son retour en Azerbaïdjan, a été accueilli en héros, a reçu une promotion et a bénéficié d'avantages : *violation*

Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan et Hongrie, 17247/13, 26.5.2020Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 3)

Comportement abusif des forces de l'ordre, motivé par une haine homophobe et/ou transphobe, dans le cadre d'une perquisition menée dans les locaux d'une ONG luttant pour la défense des droits des LGBT : *violation*

Aghdgomelashvili et Japaridze c. Géorgie, 7224/11, 8.10.2020Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 8)

Refus de poursuivre les auteurs de graves commentaires homophobes sur Facebook, y compris des appels non dissimulés à la violence, sans enquête effective préalable : *violation*

Beizaras et Levickas c. Lituanie, 41288/15, 14.1.2020Arrêt | Résumé juridique

Restriction du droit de visite fondée sur la santé mentale du requérant sans évaluation de l'impact de celle-ci sur les aptitudes parentales de l'intéressé ou sur la sécurité de l'enfant : *violation*

Cînta c. Roumanie, 3891/19, 18.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Obligation d'emprunter la voie de l'adoption pour la reconnaissance du lien de filiation avec leur mère génétique des enfants nés par gestation pour autrui : *non-violation*

D c. France, 11288/18, 16.7.2020Arrêt | Résumé juridique

Cessation, à la majorité du dernier enfant, du paiement de la rente de parent veuf s'occupant à plein temps des enfants, lorsque le bénéficiaire est un homme: *violation*

B. c. Suisse, 78630/12, 20.10.2020Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 9)

Sage-femme non embauchée en raison de son refus, pour des raisons religieuses, de prendre part à des avortements : *irrecevable*

Grimmark c. Suède (déc.), 43726/17, 11.2.2020 Décision | Résumé juridique

Discrimination (article 11)

Manquement des forces de l'ordre à l'obligation positive de garantir la tenue paisible d'une manifestation LGBTI, perturbée par des contre-manifestants : *violation*

Berkman c. Russie, 46712/15, 1.12.2020Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Discrimination alléguée entre bénéficiaires civils et bénéficiaires militaires de pensions d'invalidité : *non-violation*

Popović et autres c. Serbie, 26944/13 et al., 30.6.2020Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 2 du Protocole n° 1)

Impossibilité pour un enfant autiste de bénéficier d'un soutien scolaire spécialisé, prévu par la loi, pendant ses deux premières années d'école primaire : *violation*

G.L. c. Italie, 59751/15, 10.9.2020Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 3 du Protocole n° 1)

Absence de contrôle judiciaire contre l'arbitraire quant au respect d'une condition d'éligibilité désavantageant les organisations de minorités nationales non encore représentées au Parlement : *violation*

Cegolea c. Roumanie, 25560/13, 24.3.2020Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives

Refus de poursuivre les auteurs de graves commentaires homophobes sur Facebook, y compris des appels non dissimulés à la violence, sans enquête effective préalable : *violation*

Beizaras et Levickas c. Lituanie, 41288/15, 14.1.2020Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 15

Dérogation en cas d'état d'urgence

Détention fondée sur le simple soupçon d'appartenance à une organisation illégale, sans aucun élément à charge concret : « *stricte mesure* » dépassée

Baş c. Turquie, 66448/17, 3.3.2020.....Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 17

Interdiction de l'abus de droit

Dissolution d'associations d'extrême droite à visée d'endoctrinement paramilitaire raciste et antisémite : *irrecevable*

Ayoub et autres c. France, 77400/14 et al., 8.10.2020Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 18

Restrictions dans un but non prévu

Détention de militants d'un mouvement d'opposition dans le but de les punir pour avoir peint des graffiti anti-gouvernementaux sur la statue de l'ancien président : *violation*

Ibrahimov et Mammadov c. Azerbaïdjan, 63571/16, 13.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Détention de défenseurs des droits de l'homme dans le but de les faire taire et de les punir des activités de leur ONG : *violation*

Yunusova et Yunusov c. Azerbaïdjan (n° 2), 68817/14, 16.7.2020Arrêt | Résumé juridique

Longue détention de journalistes/éditeurs par assimilation déraisonnable de leur ligne éditoriale à de la propagande en faveur d'organisations terroristes, ne révélant pas un but inavoué : *non-violation*

Sabuncu et autres c. Turquie, 23199/17, 10.11.2020Arrêt | Résumé juridique

Parlementaire empêché d'exercer son mandat par son maintien prolongé en détention provisoire dans le but d'étouffer le pluralisme : *violation*

Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2) [GC], 14305/17, 22.12.2020.....Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 33

Requête interétatique

Défaut de compétence pour connaître d'une requête interétatique défendant les droits d'une personne morale ne pouvant être qualifiée de « non gouvernementale »

Slovénie c. Croatie (déc.) [GC], 54155/16, 18.11.2020 Décision | Résumé juridique

ARTICLE 34

Victime

Mauvaises conditions de détention compensées par une remise de peine explicite et mesurable ayant entraîné la libération des requérants : *perte de la qualité de victime*

Đirjan et Ştefan c. Roumanie (déc.), 14224/15 et 50977/15, 15.4.2020 Décision | Résumé juridique

Conséquences, pour les actionnaires de banques, d'une loi plaçant celles-ci sous le contrôle d'autorités centrales et entraînant pour elles une perte importante de leur autonomie opérationnelle : *irrecevable*

Albert et autres c. Hongrie [GC], 5294/14, 7.7.2020 Arrêt | Résumé juridique

Existence pour une personne proche d'un condamné d'un intérêt moral à voir la Cour se prononcer sur une violation alléguée de l'article 6 à raison d'une provocation policière : *exception préliminaire rejetée*

Akbay et autres c. Allemagne, 40495/15 et al., 15.10.2020 Arrêt | Résumé juridique

Défaut de compétence pour connaître d'une requête interétatique défendant les droits d'une personne morale ne pouvant être qualifiée de « non gouvernementale »

Slovénie c. Croatie (déc.) [GC], 54155/16, 18.11.2020 Décision | Résumé juridique

Annulation et révocation des actions d'une banque privée, en violation des droits patrimoniaux des actionnaires : *qualité de victime reconnue*

Project-Trade d.o.o. c. Croatie, 1920/14, 19.11.2020 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 35

Article 35 § 1

Épuisement des voies de recours internes

Plainte et recours pénaux introduits par une ONG dans l'intérêt des requérants, victimes de commentaires homophobes sur Facebook : *recevable*

Beizaras et Levickas c. Lituanie, 41288/15, 14.1.2020 Arrêt | Résumé juridique

Défaut d'épuisement d'un nouveau recours permettant de remédier aux inexécutions prolongées de décisions définitives accordant des indemnités pour des biens expropriés à l'époque du régime communiste : *irrecevable*

Beshiri et autres c. Albanie (déc.), 29026/06, 17.3.2020 Décision | Résumé juridique

Nécessité d'introduire un recours devant le Tribunal constitutionnel dans toute affaire soulevant une question tirée d'une inconstitutionnalité ou interprétation normative : *irrecevable*
Absence d'opposition devant un comité de trois juges du Tribunal constitutionnel contre la décision sommaire d'irrecevabilité du recours constitutionnel, rendue par un juge unique : *irrecevable*

[Dos Santos Calado et autres c. Portugal, 55997/14 et al., 31.3.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Absence de décision définitive dans la voie de recours principale, laissant toujours une possibilité de contrôle *in concreto* nonobstant la réponse reçue à une question prioritaire de constitutionnalité : *irrecevable*

[Graner c. France \(déc.\), 84536/17, 5.5.2020](#) Décision | Résumé juridique

Choix inapproprié d'une procédure rectificative d'urgence, plutôt qu'une action indemnitaire, pour un grief complexe d'atteinte à la réputation : *irrecevable*

[Gülen c. Turquie \(déc.\), 38197/16 et al., 8.9.2020](#) Décision | Résumé juridique

Nécessité d'épuiser le recours indemnitaire (recours « Pinto ») pour les griefs de durée d'examen des recours extraordinaires au président de la République (Italie)

[Mediani c. Italie \(déc.\), 11036/14, 8.9.2020](#) Décision | Résumé juridique

Recours interne effectif – Albanie

Défaut d'épuisement d'un nouveau recours permettant de remédier aux inexécutions prolongées de décisions définitives accordant des indemnités pour des biens expropriés à l'époque du régime communiste : *irrecevable*

[Beshiri et autres c. Albanie \(déc.\), 29026/06, 17.3.2020](#) Décision | Résumé juridique

Recours interne effectif – Portugal

Nécessité d'introduire un recours devant le Tribunal constitutionnel dans toute affaire soulevant une question tirée d'une inconstitutionnalité ou interprétation normative : *irrecevable*
Absence d'opposition devant un comité de trois juges du Tribunal constitutionnel contre la décision sommaire d'irrecevabilité du recours constitutionnel, rendue par un juge unique : *irrecevable*

[Dos Santos Calado et autres c. Portugal, 55997/14 et al., 31.3.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

Recours interne effectif – Russie

Manquement à exercer un recours compensatoire nouvellement ouvert aux personnes estimant avoir été détenues avant leur procès ou dans le cadre de leur peine dans des conditions non conformes aux normes internes : *irrecevable*

[Shmelev and Others c. Russie \(déc.\), 41743/17 et al., 17.3.2020](#) Décision | Résumé juridique

Manquement des requérants à introduire une action en responsabilité civile du commettant contre les autorités détentrices des biens utilisés par les organismes débiteurs défaillants : *irrecevable*

[Solonskiy et Petrova c. Russie \(déc.\), 3752/08 et 22723/09, 17.3.2020](#) Décision | Résumé juridique

Article 35 § 2 b)

Requête déjà soumise à une autre instance internationale

Plainte auprès d'un comité spécialisé de l'Union interparlementaire non similaire au mécanisme de la Convention : *exception préliminaire rejetée*

[Selahattin Demirtaş c. Turquie \(n° 2\) \[GC\], 14305/17, 22.12.2020](#) Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 41

Satisfaction équitable

État défendeur invité à garantir à la requérante la propriété des biens légués situés en Grèce et à défaut l'indemniser de la valeur de ces biens au prorata du pourcentage retiré
Absence de compétence de la Cour pour se prononcer sur les prétentions de la requérante relatives aux biens situés en Turquie

Molla Sali c. Grèce (satisfaction équitable) [GC], 20452/14, 18.6.2020.....Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 46

Arrêt pilote – Mesures générales

État défendeur tenu de réduire le surpeuplement carcéral, d'améliorer les conditions de détention et de mettre en place un recours préventif et un recours compensatoire

Sukachov c. Ukraine, 14057/17, 30.1.2020Arrêt | Résumé juridique

Exécution de l'arrêt

Refus, fondé sur des motifs procéduraux, de rouvrir une procédure civile après un arrêt de la Cour européenne ayant conclu à la violation de la Convention : *irrecevable*

Munteanu c. Roumanie (déc.), 54640/13, 11.2.2020 Décision | Résumé juridique

Exécution de l'arrêt – Mesures générales

État défendeur tenu de prendre des mesures générales pour résorber définitivement la surpopulation carcérale et établir un recours préventif effectif en pratique

J.M.B. et autres c. France, 9671/15, 30.1.2020Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Biens

Refus d'indemniser les anciens propriétaires ou de leur rétrocéder les terrains expropriés et par la suite privatisés, après 30 ans d'utilisation dans l'intérêt général : *irrecevable*

Société anonyme Çiftçiler et Göksun c. Turquie (déc.), 62323/09 et 64965/09, 24.11.2020 Décision | Résumé juridique

Respect des biens | Obligations positives

Inaboutissement de l'enquête criminelle, sans carences « graves et flagrantes », sur l'incendie de la maison des requérants : *non-violation*

Abukauskai c. Lituanie, 72065/17, 25.2.2020Arrêt | Résumé juridique

Réglementer l'usage des biens

Rétention inutilement prolongée du serveur informatique du requérant dans le cadre d'une procédure pénale contre des tiers : *violation*

Pendov c. Bulgarie, 44229/11, 26.3.2020Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 1

Droit à l'instruction

Interdiction proportionnée, contrôlée par le juge interne, pour une personne soupçonnée de terrorisme de passer des examens universitaires en situation d'état d'urgence : *irrecevable*

Uzun c. Turquie (déc.), 37866/18, 10.11.2020 Décision | Résumé juridique

Respect des convictions religieuses des parents

Absence d'effets sur un jeune élève d'une courte cérémonie religieuse organisée à titre exceptionnel, sans but prosélyte, dans une école municipale, à laquelle l'enfant a simplement assisté : *non-violation*

Perovy c. Russie, 47429/09, 20.10.2020 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Libre expression de l'opinion du peuple

Député tenu à l'écart des travaux parlementaires par son maintien prolongé en détention provisoire sans justification suffisante : *violation*

Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2) [GC], 14305/17, 22.12.2020 Arrêt | Résumé juridique

Se porter candidat aux élections

Réclamation portant sur une demande de recomptage de bulletins de vote examinée par un organe manquant d'impartialité, dans une procédure ne présentant pas de garanties adéquates et suffisantes : *violation*

Mugemangango c. Belgique [GC], 310/15, 10.7.2020 Arrêt | Résumé juridique

Disqualification arbitraire d'un parti trois jours avant les élections parlementaires à raison de l'utilisation alléguée de fonds étrangers non déclarés : *violation*

Parti politique « Patria » et autres c. République de Moldova, 5113/15 et al., 4.8.2020 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4

Interdiction des expulsions collectives d'étrangers

Renvoi immédiat et forcé d'étrangers depuis une frontière terrestre, à la suite d'une tentative de la franchir de façon irrégulière et en masse par un nombre important de migrants : *non-violation*

N.D. et N.T. c. Espagne [GC], 8675/15, 13.1.2020 Arrêt | Résumé juridique

Caractère collectif découlant de l'absence d'examen de la situation de jeunes mineurs isolés, rattachés arbitrairement à un adulte tiers aux fins d'être renvoyés avec lui : *violation*

Moustahi c. France, 9347/14, 25.6.2020 Arrêt | Résumé juridique

Refus des garde-frontières d'enregistrer des demandes d'asile et renvoi sommaire vers un État tiers associé à un risque de refoulement vers le pays d'origine et de mauvais traitements au sein de celui-ci : *violation*

M.K. et autres c. Pologne, 40503/17 et al., 23.7.2020 Arrêt | Legal summary

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 7

Garanties procédurales en cas d'expulsion d'étrangers

Expulsion prononcée par un tribunal pour des raisons de sécurité nationale sur la base d'informations classées secrètes non communiquées aux requérants et en l'absence de garanties compensatrices suffisantes : *violation*

Muhammad et Muhammad c. Roumanie [GC], 80982/12, 15.10.2020 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à un double degré de juridiction en matière pénale

Impossibilité de contester devant un « deuxième degré de juridiction » une amende douanière sévère sans contrôle de proportionnalité : *violation*

Saqueti Iglesias c. Espagne, 50514/13, 30.6.2020 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois

Déchéance de la nationalité de l'État défendeur en considération d'une condamnation ancienne pour une infraction à caractère terroriste : *irrecevable*

Ghoumid et autres c. France, 52273/16 et al., 25.6.2020 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12

Interdiction générale de la discrimination

Discrimination dont auraient été victimes des élèves appartenant à des minorités nationales au cours d'examens de fin d'année au lycée : *non-violation*

Ádám et autres c. Roumanie, 81114/17 et al., 13.10.2020 Arrêt | Résumé juridique

Rappel d'une diplomate en poste à l'étranger après l'annonce de sa grossesse justifié par la nécessité : *non-violation*

Napotnik c. Roumanie, 33139/13, 20.10.2020 Arrêt | Résumé juridique

Avis consultatifs

Utilisation de la technique de « législation par référence » pour la définition d'une infraction et critères à appliquer pour comparer la loi pénale telle qu'elle était en vigueur au moment de la commission de l'infraction et la loi pénale telle que modifiée

[Avis consultatif demandé par la Cour Constitutionnelle arménienne \[GC\],](#)

[P16-2019-001, 29.5.2020](#)Avis | Résumé juridique